

«Zunzuneo»: la stratégie des Etats-Unis pour renverser Cuba ?



INTERVIEW DE SALIM LAMRANI

Tiré du site <http://www.jolpress.com>

Dans le but de fragiliser le régime cubain, les Etats-Unis ont développé et financé un réseau social baptisé « ZunZuneo » sur l'île. Quelles conséquences aura cette stratégie secrète entre les deux pays? Eléments de réponses avec Salim Lamrani, maître de conférences à l'université de La Réunion, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

JOL Press : Des journalistes d'Associated Press ont révélé que les Etats-Unis ont élaboré et financé un réseau social « Zunzuneo »: une manière pour eux de fragiliser le régime cubain ?

Salim Lamrani : Depuis 1960, les Etats-Unis imposent des sanctions économiques extrêmement sévères à Cuba qui affectent toutes les catégories de la population, à commencer par les secteurs les plus vulnérables, dans le but de renverser le gouvernement cubain. Depuis 1960, l'un des principaux piliers de la politique étrangère de Washington consiste à organiser et financer une opposition interne à Cuba. Ces politiques de « changement de régime » sont toujours en vigueur aujourd'hui, à une différence près : de 1960 à 1991, cette politique était clandestine et secrète. Depuis 1992, elle est publiquement reconnue et admise dans des

documents officiels telle que la loi Torricelli de 1992 et Helms-Burton de 1996.

L'épisode du « zunzuneo » fait partie de cette stratégie destinée à obtenir un renversement du gouvernement cubain.

JOL Press : Quelles seront les conséquences de cette affaire sur les relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba ?

Salim Lamrani : Elles sont minimales car les relations entre les deux pays n'ont pas fondamentalement changé avec l'administration Obama. Les Etats-Unis refusent de lever les sanctions économiques malgré la demande unanime de la communauté internationale et refusent de mettre un terme à leurs programmes subversifs. Ils continuent toujours de transmettre des programmes par le biais de Radio Martí et financent toujours l'opposition interne.

JOL Press : Y-a-t-il eu une évolution des libertés fondamentales à Cuba depuis que Raul Castro a succédé à son frère à la tête de l'Etat en 2008 ?

Salim Lamrani : Les dissidents s'expriment librement dans la presse internationale et manifestent régulièrement dans les rues de La Havane. Néanmoins, ils n'ont aucun accès à la presse cubaine qui est entre les mains de l'Etat.

Concernant la répression politique, depuis l'arrivée de Raúl Castro, tous les prisonniers dits politiques ont été libérés en 2010 et 2011 suite à un accord entre La Havane, l'Espagne et l'Eglise catholique cubaine. Les dissidents peuvent désormais voyager à l'étranger librement, ce qui n'était pas le cas auparavant. La bloggeuse Yoani Sánchez se rend régulièrement aux Etats-Unis et dénonce ce qu'elle considère comme étant un régime liberticide et retourne sans aucun problème à Cuba.

JOL Press : Comment les jeunes contournent-ils la censure d'Internet ?

Salim Lamrani : Il n'y a pas à proprement parler de censure politique, même si parfois certains sites tels que celui de radio Martí ou d'autres entre les mains de l'exil cubain de Miami sont bloqués. Il s'agit surtout d'un obstacle d'ordre technique, car Cuba vient à peine de se connecter au câble de fibre optique en provenance du Venezuela. Auparavant, la connexion se faisait par satellite, qui était deux fois plus chère que la fibre optique et quatre fois plus lente. Très peu de Cubains disposent d'Internet à la maison en raison de ces obstacles techniques. Les jeunes disposent d'Internet dans les clubs informatiques à travers le pays, mais la connexion est très lente, et dans les universités. Ils peuvent également se connecter dans les hôtels, mais le coût est prohibitif (14 dollars pour deux heures).

JOL Press: Quelles transformations ont permis les réformes économiques « d'actualisation du modèle socialiste » de Raul Castro à Cuba ?

Salim Lamrani : Raúl Castro a profondément modifié la structure économique du pays. Désormais, plus d'un demi-million de Cubains travaillent à leur propre compte et non plus pour l'Etat. A terme, ce chiffre devrait atteindre les 2 millions de personnes. Les Cubains peuvent voyager librement à l'étranger, s'y installer tout en conservant les avantages du système social cubain, ce qui n'était pas le cas auparavant. Les démarches pour les transactions immobilières et les ventes de voitures ont été largement simplifiées. Les mandats politiques ont tous été limités à 10 ans, c'est-à-dire que Raúl Castro quittera le pouvoir au plus tard en 2017.



Radio Habana Cuba